Les sanctions et le blocus naval et aérien ont permis de ralentir considérablement le commerce extérieur de l'Irak. Ils ont sans nul doute un impact sur les conditions économiques et les niveaux de vie en Irak. Et la production de pétrole a considérablement diminué. Par contre, il est évident que l'embargo n'est pas hermétique et que les Irakiens réussissent à faire passer des denrées alimentaires et d'autres produits. Combien de temps faudrait-il pour que les sanctions fonctionnent? Six mois? Seize mois? Soixante mois? Personne ne le sait.

Le point essentiel, c'est l'impassibilité complète de Saddam Hussein devant les souffrances qu'endure son peuple. Cet homme-là a déjà engagé son pays dans une guerre inutile qui a duré huit ans et fait près d'un million de morts. Si inutile, en fait, qu'en août dernier, pour s'assurer la neutralité de l'Iran dans ce conflit, il a rendu à ce pays la presque totalité de ce qu'il lui avait enlevé par la force. Les pénuries de biens importés ralentissent considérablement la production industrielle, mais Saddam Hussein verra à ce que les forces armées irakiennes obtiennent la priorité absolue pour les produits qui leur sont essentiels. Il n'hésitera pas à accroître ainsi le degré de souffrance et de privation de ses concitoyens. Leur bien-être et leur sécurité sont manifestement le moindre de ses soucis. Et rien ne prouve que les sanctions ont provoqué une vague de mécontentement public.

En fait, il n'y a aucune raison de croire que les sanctions ont l'effet désiré, soit convaincre Saddam Hussein de retirer ses forces du Koweït. Et si on se fie à ses propres déclarations et à son comportement, tout porte à croire qu'il a l'intention de rester. Tout indique qu'il essaie de faire durer les choses aussi longtemps que possible dans l'espoir que tôt ou tard les événements feront s'effriter la coalition des Nations Unies. Et étant donné l'instabilité du climat mondial, particulièrement au Moyen-Orient, il pourrait très bien arriver à ses fins.

En pesant les arguments en faveur du recours à la force, il faut reconnaître, même s'il est impossible de prédire exactement les risques et les coûts d'une guerre, que les pertes en vies humaines et en ressources seraient très importantes. L'ampleur de ces risques et pertes dépend d'un certain nombre de facteurs. Combien de temps pourrait durer une guerre? Quelle serait la capacité de résistance des forces et de la population irakiennes? Le conflit pourrait-il se limiter au théâtre Irak-Koweït, ou pourrait-il s'étendre? Quelle serait l'ampleur des dommages causés à l'environnement?

Ce sont là des questions d'une importance fondamentale et malheureusement aucune réponse ferme ne peut leur être apportée à ce moment-ci. Mais si nous avons tout lieu de nous préoccuper de ces questions, nous devons aussi nous garder de penser que l'attente ne coûte rien. En effet, l'attente comporterait aussi des risques et des coûts incalculables. D'abord, la destruction du Koweït se poursuit. Une nation entière est en voie d'être systématiquement démantelée et détruite sous nos yeux, et les droits de la personne continuent d'y être bafoués à un rythme et à une échelle presque jamais vus dans les temps modernes. De plus, l'économie internationale